

AFFAIRES EXTÉRIEURES

L'ESCOMPTE SUR LE SUCRE DES ANTILLES

[Traduction]

M. Steven E. Paproski (Edmonton-Centre): Monsieur l'Orateur, je comptais adresser ma question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures mais, comme il n'est pas à la Chambre, permettez-moi de poser cette question très opportune au premier ministre. Dirait-il à la Chambre si son gouvernement compte rétablir l'escompte sur le sucre des Antilles?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Rétablir quoi?

M. Paproski: L'escompte sur le sucre des Antilles.

Le très hon. M. Trudeau: Je tiendrai la question pour préavis, monsieur l'Orateur.

M. Paproski: Le premier ministre sucre-t-il un peu les choses?

LES COMMUNICATIONS

LE BROUILLAGE ET LE CHEVAUCHEMENT SUR LES BANDES DE RADIO À ONDES COURTES

M. William Knowles (Norfolk-Haldimand): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Transports. Son ministère a-t-il reçu des instances sur l'allocation et la surveillance des bandes de radio à ondes courtes servant aux communications réciproques de la police, de l'industrie et des navires des Grands lacs?

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre des Transports): Je devrai aller aux renseignements, monsieur l'Orateur. Personnellement, je ne suis au courant de rien.

M. Knowles (Norfolk-Haldimand): Tant qu'à faire, le ministre nous dirait-il aussi quelles mesures sont prises pour rectifier le grave problème du brouillage et du chevauchement sur ces bandes de radio?

L'hon. M. Jamieson: Oui, monsieur l'Orateur.

LES POSTES

LA MENACE DE GRÈVE GÉNÉRALE—LA RESTRICTION À 6 P. 100 DES HAUSSES DE SALAIRES

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, j'aimerais demander au président du Conseil du Trésor si le principe directeur de 6 p. 100 imposé ou appliqué dans les négociations des Postes tient
[L'hon. M. Chrétien.]

compte de ce qui est habituellement considéré comme avantages secondaires? Autrement dit, l'augmentation de 6 p. 100 comprend-elle un calcul de la valeur monétaire des avantages supplémentaires à l'augmentation de salaire, ou s'agit-il tout simplement de l'augmentation de salaire?

L'hon. C. M. Drury (président du Conseil du Trésor): Monsieur l'Orateur, sauf erreur, en proposant un chiffre de 6 p. 100 M. Young entendait tous les salaires et autres avantages pécuniaires.

LES TRANSPORTS AÉRIENS

LE DROIT DE PARCOURS ACCORDÉ À LA TRANSAIR—LA DÉCISION PRISE PAR LA COMMISSION

M. T. C. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles): Monsieur l'Orateur, une question pour le ministre des Transports. Le 14 avril dernier, le ministre nous disait avoir été saisi de trois appels concernant la concession à la Transair Limited d'un droit de parcours de Winnipeg à Toronto, via Sault-Sainte-Marie. Quelles mesures ont été prises au sujet de ces appels? Le ministre a-t-il pris une décision? S'il y a des documents disponibles est-il prêt à les déposer?

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre des Transports): Oui, monsieur l'Orateur, une décision a été publiée la semaine dernière en temps opportun. Il n'est pas d'usage, paraît-il, de déposer des documents de ce genre à la Chambre; n'empêche que je serais heureux de le faire. On y enjoignait la Commission canadienne des transports de réexaminer la question et de tenir des audiences publiques vers le mois de septembre, en tout cas avant la mise au point de l'horaire d'automne de la compagnie de transport aérien intéressée.

LES TRANSPORTS

MARITIMES—LA PUBLICATION DU RAPPORT DU COMITÉ FÉDÉRAL-PROVINCIAL

M. Charles H. Thomas (Moncton): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Transports. Elle fait suite à celle qui lui était posée le 22 mai au sujet de la publication du premier rapport du comité fédéral-provincial sur les transports. Le ministre a-t-il eu l'occasion de consulter ses homologues des provinces? Si oui, a-t-il obtenu leur assentiment et quand le rapport sera-t-il publié?

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, je suis allé aux renseignements auprès des provinces. J'ignore si elles ont toutes répondu depuis lors,